



POINT FORT

Mieux planifier la sécurité

focus 6/20
octobre



Dr. Anke Schröder

Directrice scientifique du Centre de compétence Sécurité urbaine, Service régional de police criminelle de Basse-Saxe

La prise en compte des aspects liés à la sécurité pour la planification et l'aménagement des quartiers neufs et existants ne cesse de gagner en importance. Cela se manifeste avec une acuité particulière dans la vulnérabilité des espaces publics face à des violences volontaires commises au moyen d'un véhicule (du fait d'une folie meurtrière ou d'un acte terroriste). Même si la probabilité de tels actes est faible, ils ont une influence négative sur le sentiment de sécurité des citoyennes et citoyens et occupent une place de premier plan dans les médias. On dispose pour ces scénarios extrêmes de nombreux concepts de protection et de solutions techniques de sécurité. Pour le domaine des cambriolages d'appartements, on trouve toute une palette d'offres de conseil et de programmes d'encouragement. En Allemagne, on a par exemple le réseau «Zuhause sicher» (En sécurité chez soi) créé à l'initiative de la police et le «prime pour une meilleure protection contre les cambriolages» de la Kreditanstalt für Wiederaufbau KfW, une banque de développement de droit public.

En ce qui concerne la vulnérabilité et l'inquiétude suscitées chez les gens par la «criminalité quotidienne» dans les espaces publics, on ne voit toutefois pas encore se profiler de stratégie de mise en œuvre systématique.

Cela peut tenir au fait que les espaces bâtis sont orientés sur la pérennité, alors que les exigences sociales connaissent des changements dynamiques. Le cas normal ne prévoit pas d'investissements permettant d'effectuer l'entretien, la maintenance, voire les adaptations de la construction aux nouvelles exigences d'utilisation.

Le sujet a pourtant été étudié en long et en large. Le lien entre le sentiment de sécurité des gens et la qualité du cadre de vie est démontré. Par ailleurs, on connaît de nombreux critères susceptibles de contribuer à éviter les occasions de délits et d'augmenter la qualité d'utilisation des espaces publics. Seulement, ces critères ne sont pas automatiquement intégrés dans les différents niveaux de la planification et ne sont pas non plus enseignés dans les formations. Or le secteur du bâtiment a déjà beaucoup d'exigences à remplir: consignes de protection incendie, accessibilité aux personnes handicapées, évaluations de l'impact sur l'environnement, pour n'en citer que quelques-unes. On sera donc amené à se demander dans l'avenir comment il est possible de parvenir à établir le thème de la sécurité objective et subjective comme un objectif de planification à la fois essentiel et reposant sur le volontariat, sans imposer davantage de directives restrictives.

Anke Schröder

Chère lectrice, cher lecteur,

Les villes sûres sont des villes où il fait bon vivre. C'est pourquoi la sécurité représente un critère important dès le stade de la planification urbaine et dans l'aménagement des quartiers existants. L'intégration systématique des aspects de sécurité dans la planification urbaine reste toutefois un défi. En effet, cette dernière revient à planifier un espace sur le long terme, alors que les exigences de la société évoluent.

Néanmoins, il n'est jamais trop tard pour faire de la prévention de la criminalité dans l'urbanisme: tailler correctement les arbres, bien choisir le mobilier urbain, un éclairage adéquat – toutes ces composantes s'inscrivent dans un concept global qui ne s'est pas encore établi en Suisse. Il se peut que cela tienne au sentiment de sécurité relativement élevé de la population dans de nombreuses villes suisses, que mettent régulièrement en évidence les enquêtes et dont Uster est un parfait exemple.

Nous vous souhaitons bonne lecture!

Sommaire

Point fort	1
Interview	2
Le thème	3
Session	4
L'UVS dans la ligne de mire	5
Agenda	6

INTERVIEW

«La police municipale sait où elle doit être présente»

**Barbara Thalmann,
maire d'Uster**

Barbara Thalmann (PS) est maire d'Uster depuis 2018. Elle a été élue au conseil municipal en 2006 et a pris en charge le Département des affaires sociales. Auparavant, elle avait été pendant huit ans active au sein du conseil communal, notamment dans les dossiers de la planification, de la construction, de la culture et de la formation. Barbara Thalmann a fait des études d'architecture à l'EPF de Zurich et a eu pendant une vingtaine d'années son propre cabinet d'architecte. Âgée de 54 ans, elle est mariée et a quatre enfants adultes.

Depuis déjà onze ans, la Ville d'Uster réalise des sondages sur le sentiment de sécurité de la population. Le sentiment de sécurité a-t-il évolué au fil des ans?

Le sentiment de sécurité, notamment de nuit, a pu être amélioré de manière frappante au cours de ces dernières années: il est passé de 60 % en 2009 à 82 % en 2015. Ce sont des effets directs des extensions des horaires de travail de la police municipale, qui est physiquement présente dans les quartiers.

Le quatrième et dernier sondage a eu lieu en août. Comment la Ville exploite-t-elle donc les résultats du sondage?

Le sondage est réalisé en coopération avec la Haute école des sciences appliquées de Zurich, qui en fait aussi l'analyse. Cela permet de garantir l'exactitude scientifique, mais aussi l'indépendance ainsi que la protection des données. Les résultats sont discutés et interprétés, puis comparés aux chiffres objectifs et aux expériences de la police municipale. Au besoin, on déduira de ces résultats des mesures pour le quotidien.

Quelles mesures concrètes Uster a-t-elle mises en œuvre sur la base des sondages antérieurs?

Elle a par exemple mis en place un Service de la jeunesse et a étendu les horaires de présence la nuit. La police sait où elle doit être présente. Le Service de la jeunesse connaît ses clients et les aborde au besoin directement.

La police d'Uster explore aussi de nouvelles voies: ainsi, il y a une policière Instagram en service. Quelles sont ses missions et les réactions à cette «InstaCop»?

La police municipale est active sur Instagram, Twitter et Facebook. Les canaux de réseaux sociaux sont un moyen de communication supplémentaire pour encourager davantage le dialogue avec la population. Le projet «InstaCop» a été mis en place pour mieux joindre la jeunesse et les jeunes adultes. Nadia Placereani, l'I-Cop, poste sur son profil Instagram ses interventions en première ligne ainsi que des thèmes préventifs en lien avec la jeunesse. Elle y donne des aperçus personnels de son travail et y est à la disposition de la population pour toute question ou suggestion. S'appuyant sur la constatation qu'un espace de vie virtuel est en train de se former au sein des médias sociaux, elle patrouille (aussi) en ligne et participe au dialogue de la communauté virtuelle. Les réactions sont extrêmement positives: les expériences des six derniers mois montrent que les présences numérique et physique se combinent bien et produisent l'effet escompté.

Dans quelle mesure la police municipale se voit-elle confrontée à des défis dans le contexte de la pandémie du covid-19?

La police municipale a dû appliquer chacune des nombreuses directives de la Confédération et du canton – parfois avec des délais extrêmement courts. Il s'agissait par exemple

de limitations du nombre de personnes lors de manifestations, de diverses prescriptions applicables à la restauration ou aux marchés. Cela a entraîné un surcroît de travail considérable. Autant que possible, on a élaboré des concepts permettant de réaliser des manifestations, par exemple pour le cinéma en plein air et le triathlon d'Uster. Personnellement, je suis heureuse qu'Uster soit perçue comme une ville qui, d'une manière ou d'une autre, rende possible aussi souvent que faire se peut les manifestations, même dans des conditions difficiles.

À quoi ressemblera Uster dans 20 ans?

Uster sera un centre régional vivant de l'agglomération zurichoise, fort des atouts de la proximité: proximité de la ville de Zurich, proximité de beaux paysages comme l'Oberland zurichois, les lacs et la forêt. Le centre-ville attrayant sera florissant, les quartiers résidentiels offriront un domicile à de nombreuses personnes. Dans la ville, on bénéficiera d'une mobilité écologique, l'espace public invitera les jeunes et les moins jeunes à se retrouver, entre autres sur les marchés, riches de diversité et de tradition. À Uster, les gens se sentiront en sécurité – aux sens social, économique, juridique, politique et culturel.

Les résultats du dernier sondage seront publiés à la fin de l'année. Vous trouverez le dernier rapport final (en allemand) à l'adresse: www.uster.ch/publikationen/87950

THÈME

Organiser activement la sécurité urbaine

Au premier abord, la sécurité et l'esthétique ou la qualité de séjour semblent se contredire. Or ce n'est pas forcément le cas. La «prévention de la criminalité dans l'urbanisme» génère la sécurité – mesurable comme ressentie – grâce à une organisation adéquate de l'environnement. Cette approche est surtout efficace si elle est participative.



Des villes sûres sont des villes où il fait bon vivre: voilà la conclusion à laquelle est parvenue en 2013 l'étude de l'UVS intitulée «Villes suisses sûres 2025», à laquelle participaient 33 villes. Mais comment atteindre le degré de sécurité souhaité? L'étude recommandait à cet effet six stratégies, dont «Planifier, construire, gérer des villes sûres». Cette stratégie comportait entre autres mesures importantes la prévention de la criminalité dans l'urbanisme.

La prévention de la criminalité dans l'urbanisme? Vous n'avez jamais entendu ce terme? Cela n'est pas étonnant. Cette approche est originaire des États-Unis, où elle est connue sous la dénomination de «Crime Prevention Through Environmental Design», CP-TED en abrégé. Son but: limiter les occasions de délits pour dissuader les auteurs potentiels de passer à l'acte – du vandalisme à l'attentat terroriste en passant par le vol. L'enjeu consiste à atteindre cela par l'aménagement du cadre de vie. Cela passe par exemple par la taille correcte des arbres et des buissons, le bon choix et l'agencement du mobilier urbain dans l'espace public, l'animation ciblée des places et des rues ou l'éclairage adéquat de celles-ci.

Cette approche globale n'est pas encore très répandue en Suisse. Il existe certes diverses offres, par exemple pour protéger les biens immobiliers contre les cambriolages.

Une chose est claire: la prévention de la criminalité dans l'urbanisme est efficace, et pas seulement aux États-Unis. Dans de nombreux pays européens, il existe des programmes bien établis: par exemple «Secured by Design»

(Sécurisé par la conception) en Grande-Bretagne ou «Zuhause sicher» (En sécurité chez soi) en Allemagne. Un deuxième aspect est évident: la prévention de la criminalité économise de l'argent. Il est toujours plus avantageux d'éviter des délits que d'en poursuivre les auteurs et d'en réparer les dommages ultérieurement.

«Cette interaction constructive débouche aussi en fin de compte sur une meilleure compréhension de la question hautement complexe de la sécurité urbaine.»

La recette du succès de la prévention de la criminalité dans l'urbanisme repose sur un ingrédient essentiel: la participation. On a besoin d'elle pour identifier des actions «sur-mesure» pour obtenir le degré de sécurité souhaité. Bien souvent, les architectes et les planificatrices ne parlent pas la langue de la police – et vice-versa. Si toutefois l'on parvient à rassembler autour d'une table ces groupes et à les compléter par d'autres acteurs encore, par exemple des acteurs du commerce et de l'artisanat, du facility management ou encore des utilisateurs et utilisatrices des espaces, non seulement on voit naître de bonnes idées pour prévenir les occasions de délits, mais cette interaction constructive débouche aussi en fin de compte sur une meilleure compréhensi-

on de la question hautement complexe de la sécurité urbaine.

Dans l'idéal, les réflexions portant sur la prévention de la criminalité sont prises en compte dès la phase de planification. Chez EBP, nous avons par exemple pu faire valoir notre expertise en matière de prévention de la criminalité dans l'urbanisme dans le quartier d'Aeschbach à Aarau, lors de la construction de la nouvelle gare de Berne ou dans l'espace extérieur du nouveau stade du Hardturm projeté à Zurich. Mais il n'est jamais trop tard pour appliquer la prévention de la criminalité dans l'urbanisme, même dans le cas de bâtiments et d'espaces publics existants. Dans ce domaine, nous avons par exemple conseillé en matière de prévention de la criminalité les responsables de plusieurs gares, d'Yverdon-le-Bains à Wil en passant par Biel/Bienne et Winterthour.

Nous en sommes convaincus: la stratégie «Planifier, construire, gérer des villes sûres» est plus indiquée que jamais. Dans ce contexte, la prévention de la criminalité dans l'urbanisme a le potentiel de contribuer dans l'avenir encore nettement plus que par le passé à rendre les villes suisses sûres et donc d'en faire des endroits où il fait bon vivre. Tirons parti de ce potentiel!

Les auteurs: Lilian Blaser et Tillmann Schulze travaillent chez EBP Schweiz AG à Zurich. Ils ont conjointement mis en place le département «Sécurité urbaine». www.ebp.ch

¹⁾ Par exemple www.securite-et-habitat-suisse.ch



Analyse des questions de sécurité près de la nouvelle gare de Berne (photo: EBP)

POLITIQUE

Rétrospective sur la session d'automne

Durant la session d'automne, les Conseils fédéraux ont adopté plusieurs lois sur la maîtrise de la crise du coronavirus. L'Union des villes suisses porte notamment un jugement positif sur le soutien financier apporté aux transports locaux.

Aide financière pour les transports locaux

Le projet sur les transports publics avait dans un premier temps laissé de côté les transports locaux, fortement ébranlés par les mesures fédérales de lutte contre le coronavirus. Cela a néanmoins été corrigé par le Parlement. L'Union des villes suisses s'était elle aussi fortement impliquée en faveur de cette modification. La loi adoptée par procédure d'urgence prévoit de soutenir d'ici fin 2021 les transports publics à hauteur de 900 millions de francs. Sont éligibles le transport de marchandises, l'infrastructure ferroviaire, les offres touristiques, le transport régional de voyageurs ainsi que les transports locaux.

Loi COVID-19: pas d'implication des villes

Sans ambiguïté à la majorité, le Conseil national a d'abord accepté l'implication des villes et communes lors de l'adoption de nouvelles mesures contre le coronavirus, avant de la voir rejetée au Conseil des États. Cette disposition a par conséquent été supprimée de la proposition de loi. La loi COVID-19 règle aussi de nombreux dédommagements à destination des salariés et des entreprises, ce dont l'Union des

villes suisses se félicite. Suite à l'approbation de la clause d'urgence, les ordonnances COVID-19 initiées par le Conseil fédéral depuis le printemps ont maintenant été transposées dans le droit ordinaire.

Finalisation de la loi sur le CO₂

Au terme de trois ans de délibération, le Parlement a éliminé les dernières divergences sur la loi sur le CO₂. La Suisse s'engage ainsi à diviser par deux d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. 75% des réductions de CO₂ doivent être réalisées en Suisse. Le Parlement a en outre décidé d'introduire de différentes taxes d'incitation, qui alimenteront le Fonds pour le climat et seront remboursées à la population suisse. Le référendum ayant toutefois déjà été annoncé, on doit s'attendre à ce que la nouvelle loi soit approuvée par les électrices et électeurs.

Encouragement de la culture

Le Conseil national et le Conseil des États se sont mis d'accord sur le Message culture 2021-2024. La politique culturelle de la Confédération sera poursuivie, sachant que des fonds supplémentaires ont été débloqués. L'Union des villes suisses se félicite de l'augmentation des contributions fédérales pour la culture, qui s'élèvent désormais à 957 millions de francs pour les années 2021-2024. La discussion sur la Lex Netflix, qui réclame des investissements des services de

streaming étrangers dans la création cinématographique suisse, a été reportée.

Planification de la législature 2019-2023

Lors de la session d'automne, le Parlement a adopté la planification de la législature 2019-2023 et décidé que les leçons politiques tirées de la pandémie devraient être prises en compte pour tous les objectifs. Outre ces dispositions nouvelles, il est prévu que la digitalisation et la protection du climat auront davantage de poids dans la législature en cours.

Session spéciale du Conseil national

Une session chasse l'autre: une session spéciale du Conseil national est prévue pour les 29 et 30 octobre, lors de laquelle la Chambre basse délibèrera sur un autre objet portant sur le Covid et pertinent pour les villes. La loi COVID-19 sur les loyers commerciaux se propose de répartir le loyer entre locataires et bailleurs pendant la période de fermeture des magasins ou de restriction du commerce ordonnée par la Confédération. Du point de vue de l'Union des villes suisses, cette loi constitue un compromis bienvenu entre des solutions volontaires et une trop grande sollicitation des bailleurs. En dépit des importantes concessions déjà consenties par les villes à leurs locataires, les villes craignent toutefois que cette loi ne débouche sur des revendications supplémentaires.

Procédures de consultations

Accord sur la révision de la loi sur l'organisation de la Poste

La majorité des membres de l'Union des villes suisses se félicitent de la suppression de l'interdiction faite à PostFinance d'octroyer des crédits et des hypothèques. En permettant à PostFinance d'entrer sur le marché des crédits et des hypothèques, les perspectives de succès de la banque s'améliorent, compte tenu de la persistance du bas niveau des taux d'intérêt. L'accès au marché des hypothèques et des crédits pourrait par ailleurs rendre le service public plus fort pour affronter l'avenir, sans qu'il soit pour autant nécessaire de modifier le contexte réglementaire ni les tarifs de La Poste. Les villes se sont en outre expressément

félicitées que dans le cadre de la gestion stratégique de La Poste (corporate governance), le Conseil fédéral puisse imposer à PostFinance de conditionner l'octroi de crédits et d'hypothèques à la prise en compte des objectifs climatiques de la Confédération.

Ordonnance sur la loi COVID-19 dans le domaine de la culture

L'Union des villes suisses et la Conférence des villes en matière culturelle (CVC) se félicitent expressément que dans le cadre de leur pouvoir d'appréciation en matière de politique culturelle, les cantons aient la possibilité de définir le domaine d'application de l'ordonnance. Il est souhaitable que l'ordonnance soit étendue tant aux établisse-

ments de formation du domaine artistique qu'à la production et la distribution des livres. De même, l'UVS et la CVC ont émis un jugement positif sur le système supplémentaire d'incitations à soutenir des projets de transformation pour pouvoir réagir aux conditions nouvelles. Le principal défaut de la nouvelle ordonnance tient à ce qu'elle se cantonne à accorder une aide d'urgence aux acteurs culturels. L'UVS et la CVC considèrent comme problématique d'en appuyer le calcul sur le revenu imposable de la seule année passée: une vision à plus long terme serait à cet égard souhaitable.

Autres consultations disponibles sous:
www.uniondesvilles.ch

ACTUALITES

L'UVS dans la ligne de mire

La durabilité dans la gestion financière des villes – une contribution de la CDFV



Les produits de placement durables sont de plus en plus importants dans les villes. Plusieurs caisses de pension municipales mènent depuis déjà plusieurs années une stratégie de placement durable. Mais dans d'autres domaines de la politique budgétaire municipale aussi, les aspects liés à la durabilité jouent un rôle de plus en plus important – par exemple dans la gestion immobilière ou dans les marchés publics. C'est la raison pour laquelle la Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV) a commandé à l'association «Swiss Sustainable Finance» le rapport «Gestion financière durable pour les villes». Celui-ci montre à quels niveaux les villes suisses peuvent agir et intégrer la durabilité dans leur gestion financière. Il offre notamment aussi un état des lieux aux petites villes.

www.cdfv.ch

Prolongation de trois ans pour la carte journalière Commune



Le paysage tarifaire des transports publics a évolué et est de plus en plus caractérisé par des offres économiques. Ces produits sont aussi en concurrence avec la carte journalière Commune. Le recul des ventes et les difficultés croissantes pour couvrir les frais de distribution de la carte journalière Commune ont conduit l'Union des villes suisses et l'Association des Communes Suisses à engager des entretiens avec les CFF et l'Alliance SwissPass, lors desquels les participant-e-s ont étudié diverses possibilités de développer et de numériser l'offre. Compte tenu du nombre et de la diversité des interfaces et des solutions informatiques, le développement d'un outil numérique pour toutes les communes n'aurait été réalisable qu'au prix de très lourds efforts en termes de finances et de personnel. Les comités des associations communales et le secteur des transports publics se sont par conséquent mis d'accord pour que la carte journalière Commune reste proposée sous sa forme actuelle jusqu'à la fin 2023. Les commandes de lots de cartes journalières par les communes et les villes seront possibles jusqu'en décembre 2022. À partir de 2024, les communes et les villes profiteront d'une nouvelle offre.

Le Réseau Quartiers Vivants donne des aperçus de son travail sur le terrain



Le Réseau Quartiers Vivants (RQV) est venu en visite à Suhr et à Lausanne. Avec son nouveau format «RQV sur place», le réseau donne un aperçu de son travail sur place et encourage les échanges entre professionnels. Dans son projet pilote «Quartier-entwicklung» (Développement de quartier), la commune de Suhr se propose de relever les défis de la société moderne et hétérogène et d'une part de garantir une haute qualité de vie à ses habitant-e-s et d'autre part d'assurer l'attractivité du site. Après une promenade guidée à travers Suhr Süd, les participant-e-s ont débattu en groupes de leurs expériences en matière de développement de quartier. Leurs échanges ont tourné autour des thèmes du réseautage, de l'intermédiation et de la pérennisation dans le domaine du travail de quartier.

La manifestation de Lausanne était consacrée à la démocratie locale. Avec une politique active des quartiers, la Ville donne une voix à ses habitant-e-s et encourage leur participation, par exemple avec le «budget participatif», le «conseil des jeunes» ou les «contrats de quartier». Des résumés des manifestations sont consultables sur le site web du réseau.

www.quartiers-vivants.ch

Les marges de manœuvre des villes pour une mobilité respectueuse du climat



Des objectifs climatiques ambitieux sont devenus des composantes incontournables des politiques municipales. À cet égard, les transports jouent un rôle important. Le 23 novembre, lors de son forum d'automne à Aarau, la Conférence des villes pour la mobilité (CVM) présente les résultats d'une étude dans laquelle elle explorait les marges de manœuvre des villes pour une mobilité respectueuse du climat, élaborait des mesures et effectuait une première évaluation de leurs effets. Ce nouvel instrument soutient les acteurs dans leurs efforts pour poser des priorités et prendre des décisions. Par ailleurs, lors de cet événement, la CVM donne aussi une sélection d'aperçus des aspects climatiques des stratégies de mobilité des villes et des aspects de la mobilité des stratégies des villes pour le climat.

www.skm-cvm.ch

Brèves

Prix Binding pour la biodiversité

Au printemps 2021, la Fondation Sophie et Karl Binding décernera pour la première fois le «Prix Binding pour la biodiversité», qui est doté de 100 000 francs. La fondation entend ainsi faire connaître des projets innovants et exemplaires pour la biodiversité dans l'espace urbain et motiver d'autres personnes à s'engager elles aussi pour la diversité biologique. La période de dépôt des projets court jusqu'au 31 janvier 2021. L'Union des villes suisses est l'une des entités responsables de ce prix.

www.preis-biodiversitaet.ch

Colloque Compétences de base

Le 6 novembre aura lieu la manifestation en ligne intitulée «Inclusion numérique à l'heure de la cyberadministration: obstacles et perspectives». Elle sera axée sur la question de savoir comment assurer et encourager la participation de la population et notamment des groupes défavorisés à la transformation numérique. La manifestation se concentrera sur les personnes ayant des compétences de base insuffisantes.

www.kompetence.ch

Management Forum de Lucerne

Le 2 novembre, le 7e Management Forum de Lucerne se consacrera par une manifestation en ligne sur le thème «Diriger dans l'administration et la politique avec et après le coronavirus: en dialogue avec l'insécurité». Outre de brefs exposés, les participant-e-s pourront assister à des discussions plénières en ligne et prendre part à un apéro de réseautage en ligne.

www.hslu.ch/lmf (en allemand)

Road to Bern: série de manifestations

Dans le cadre du rendez-vous Place fédérale «Planet Hope», l'Office fédéral de la statistique OFS organise une série de manifestations sur le développement durable et sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'OFS et ses partenaires invitent du 22 octobre au 19 novembre le public à la Banque cantonale bernoise sur la Place fédérale et à d'autres endroits pour échanger avec des experts.

www.roadtobern.swiss

Agenda

Union des villes suisses UVS

26/27 août 2021 **Journée des villes 2021** à Thoune
Informations: Christina Grab, téléphone 031 356 32 32, info@staedteverband.ch

Sections de l'Union des villes suisses

3 novembre 2020 **Séminaire d'automne du Réseau Quartiers Vivants «La bonne mesure pour un développement durable: encourager la sobriété dans le quartier»** à Berne
Informations: Dominic Blumenthal, téléphone 031 356 32 32, netzwerk@lebendige-quartiere.ch

11 novembre 2020 **Initiative des villes pour la politique sociale - Assemblée d'automne «Comment les villes apprennent à vivre l'intégration»** à Uster
Informations: Katharina Rüegg, téléphone 052 267 59 57, info@initiative-villes.ch

23 novembre 2020 **Forum d'automne de la Conférence des villes pour la mobilité «Possibilités d'action des villes pour une mobilité respectueuse du climat»** à Aarau
Informations: Paul Schneeberger, téléphone 031 356 32 32, info@skm-cvm.ch

Divers

19 octobre 2020 **Colloque « Saisir et se saisir des espaces de vie adaptés aux enfants »** à Soleure
Informations: vssg.ch

19/20 octobre 2020 **2e Congrès suisse du paysage 2020** en ligne
Informations: www.congrespaysage.ch

20 octobre 2020 **Manifestation d'information 2020 sur le cadastre RDPPF** à Berne
Informations: www.cadastre.ch

21 octobre 2020 **12ème séance plénière Informatique des villes et communes « Soudainement numérique – expériences de la crise de Corona »** Online (Patronage: UVS)
Informations: www.sik.swiss.ch

3 novembre 2020 **Journée Communication environnementale** à Ittigen et en ligne (Patronage: UVS)
Informations: Andrea.Loosli@bpuk.ch

5/9/12 novembre 2020 **Journées du logement de Granges 2020**
Informations: www.bwo.admin.ch

6 novembre 2020 **Colloque suisse sur les compétences de base « Inclusion numérique à l'heure de la cyberadministration : obstacles et perspectives »** en ligne
Informations: www.kompetence.ch

17 novembre 2020 **Smart City Day #7** à Lausanne et en ligne
Informations: www.smartcityday.ch

18 novembre 2020 **Swiss Telecommunication Summit - 46ème Séminaire asut** à Berne (Patronage: UVS)
Informations: www.asut.ch

11 - 14 mars 2021 **Energissima – Forum pour les représentants des communes et les députés** à Bulle
Informations: www.energissima.ch

Impressum

Éditeur: Union des villes suisses UVS, Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Rédaction: Renate Amstutz, Barbara Brechbühl, Dominic Blumenthal, Michael Felber, Martin Flügel, Marlene Iseli, Olivier Keller, Carol Mauerhofer, Maja Münstermann, Paul Schneeberger;
traduction: proverb; Photos: photo page 1: Rolf Siegenthaler; portrait page 1: mäd; page 2: mäd; page 3: mäd.
Téléphone: 031 356 32 32, www.uniondesvilles.ch
Abonnement à focus: info@uniondesvilles.ch